



LES FAITS MARQUANTS DE LA CRGAA-10: LUNDI 8 NOVEMBRE 2004

La dixième session ordinaire de la Commission des Ressources Génétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture (CRGAA-10) s'est ouverte lundi 8 novembre au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), à Rome, en Italie. Une cérémonie d'ouverture a été organisée pour marquer le vingtième anniversaire de la Commission. Les délégués ont élu les membres du bureau de la réunion, ont adopté l'ordre du jour et le calendrier des travaux et ont traité de questions ayant trait aux ressources phylogénétiques.

CELEBRATION DU 20^E ANNIVERSAIRE DE LA COMMISSION

Inaugurant la célébration du vingtième anniversaire de la Commission, David Harcharik, Directeur Général Adjoint de la FAO, a mis en exergue les accomplissements de la Commission, notamment: l'Engagement International (EI) concernant les Ressources Phylogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture (RPGAA); le Code de Conduite pour la Collecte et le Transfert des Matériels Phylogénétiques; le Plan d'Action Mondial (PAM) pour la Conservation et l'Utilisation durable des RPGAA; et le Traité International sur les RPGAA (ITPGR). Il a attiré l'attention sur les travaux en cours de la Commission et sur les défis qui restent à relever par rapport aux principales questions politiques ayant trait à la conservation de la biodiversité et à la gestion agro-écosystémique pour le développement durable.

Hamdallah Zedan, Secrétaire Exécutif de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), a cité des exemples d'interaction entre la CDB et la CRGAA. Il a mis en relief leurs rôles de soutien mutuel dans la création d'un cadre international exhaustif pour la conservation de la biodiversité. Il a fait état de la contribution du TIRPG aux travaux de la CDB sur l'accès et le partage des avantages, et de la portée de la collaboration future dans le domaine la biodiversité pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et dans les initiatives sur les pollinisateurs et la biodiversité des sols.

Emile Frison, Directeur Général de l'Institut International des Ressources Phylogénétiques (IIRPG), au nom du Groupe Consultatif sur la Recherche Agricole International (GCRAI), a mis en relief l'établissement du Fonds Fiduciaire Mondial pour la Diversité des Cultures. Il a fait état de la Collaboration en cours du GCRAI avec la Commission sur l'échange d'information et les ressources zoogénétiques, et de la nécessité d'une collaboration future sur les ressources génétiques des forêts et des pêches, d'une amélioration de la prise de conscience du public et de la promotion des semences sous-utilisées.

Le Panama, au nom du G-77, et les Pays-Bas, au nom de la Communauté Européenne et de ses Etats Membres (UE), ont mis l'accent sur les réalisations de la Commission, y compris le Plan d'Action Mondial (PAM) et le TIRPG. L'UE a appelé à l'octroi d'une priorité aux discussions sur: l'application du TIRPG; les travaux futurs de la Commission; la coopération avec la CDB; et la

création d'un partenariat mondial consacré à la réalisation de la sécurité alimentaire et de la conservation des ressources génétiques.

Le groupe ETC a souligné que plusieurs objectifs de la société civile ont été concrétisés grâce à la coopération gouvernementale, notamment la création de la CRGAA en 1983, et l'établissement de banques de gènes internationales et du Fonds fiduciaire pour la Diversité des Culture. Il a mis en relief les réussites impromptues liées à l'adoption du PAM et de l'ITPGR, et les travaux menés sur le projet de code de conduite en matière de biotechnologie. Il a appelé à un traité sur le bétail et sur les droits des maquignons.

La COMMUNAUTE DES PAYS DE LA REGION SUD AFRICAINE POUR LE DEVELOPPEMENT (SADC) a donné un aperçu sur son programme régional pour la conservation des ressources phylogénétiques, et a exprimé l'espoir de fournir une assistance dans la mise en œuvre du TIRPG et du PAM.

SESSION D'OUVERTURE DE LA CRGAA-10

Louise Fresco, Directeur Général Adjoint de la FAO chargé de l'Agriculture, a souligné le besoin de jeter les fondations des travaux futurs de la CRGAA, en particulier sur: les ressources génétiques animales; la coopération avec la CDB; les implications de l'entrée en vigueur du TIRPG; et la conscientisation du public.

Le Président de la CRGAA-9, Robert Bertram (Etats-Unis) a souligné que les ressources zoogénétiques requièrent une attention stratégique urgente. Il a mis en relief le rôle de la Commission dans la formulation des besoins et des intérêts du secteur agricole par rapport à la protection et à l'utilisation durable des ressources génétiques, et a souligné le rôle des ressources génétiques pour la sécurité alimentaire et la génération de revenus pour les agriculteurs.

Les délégués ont ensuite élu les membres du Bureau de la réunion. Sur proposition du G-77, Eng-Siang Lim (Malaisie) a été élu Président de la CRGAA-10, mais la nomination des trois vice-présidents est encore en suspens. Le Portugal, au nom du groupe de l'OCDE comprenant les régions d'Europe, d'Amérique du Nord et du Pacifique ouest, ont nommé Kristianne Herrmann (Australie), Campbell Davidson (Canada) et Elzbieta Martyniuk (Pologne) comme Vice-présidents, et Grethe Evjen (Norvège), rapporteur de la réunion. Les délégués ont adopté l'ordre du jour et le calendrier des travaux (CRGAA-10/04/1 et 2), avec un amendement mineur, et ont souligné le besoin de traiter les chevauchements entre les points de l'ordre du jour.

RESSOURCES PHYTOGENETIQUES

LE SYSTEME MONDIAL DE LA FAO ET LE TIRPG: Le Président de la CRGAA-10, Lim, a ouvert les discussions sur le Système Mondial de la FAO ayant trait aux RPGAA et sur son apport potentiel à la mise en œuvre du TIRPG (CRGAA-10/04/3). Il a souligné que l'évaluation de la contribution apportée par le Système mondial est essentielle à la facilitation de la collaboration avec l'organe directeur du TIRPG. Plusieurs intervenants ont apporté leur appui à son point de vue, mettant en relief la nécessité d'édifier des synergies et d'éviter les duplications. Comme suggéré par l'UE, l'AUSTRALIE, les ETATS-UNIS et le BRESIL, les délégués ont décidé de traiter les interactions entre la CRGAA et l'Organe Directeur, de manière distincte pour chacun des éléments

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asmita Bhardwaj; Stefan Jungcurt; Elisa Morgera; et Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales, du département d'Etat américain); le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI); l'Office Fédéral de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (OFEFP); le Royaume-Uni (à travers le DFID); le ministère danois des affaires étrangères; le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)); et le ministère néerlandais des affaires étrangères. Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2004, par: le PNUE; le gouvernement australien; le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux; les ministères suédois de l'environnement et des affaires étrangères; les ministères norvégiens de l'environnement et des affaires étrangères; les ministères finlandais de l'environnement et des affaires étrangères; Swan International; le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI). La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-212-644-0217 ou 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.



du Système Mondial. Le CANADA a proposé que les Secrétariats de la CRGAA et de l'Organe Directeur fournissent les vues sur la collaboration. L'AFRIQUE DU SUD a mis l'accent sur le renforcement des capacités et sur l'investissement infrastructurel, et l'ANGOLA, sur le Code de Conduite sur la Collecte et le Transfert des Matériels Phytogénétiques, en tant qu'outils utiles à la mise en œuvre du TIRPG.

LES PROGRES REALISES DEPUIS LA CRGAA-9: Le Président Lim a attiré l'attention sur le rapport de la deuxième session du Groupe de Travail Technique Intergouvernemental sur les RPGAA (GTI-RPG) (CGFRA-10/04/4), sur la note concernant le suivi des recommandations sur certains éléments du Système Mondial (CRGAA-10/04/05) et sur le rapport concernant l'état d'avancement des préparatifs du second rapport sur l'Etat des RPGAA de la planète (CRGAA-10/04/05 Add. 1).

L'UE a proposé de désigner le GTI-RPG comme organe subsidiaire technique du TIRPG. La TUNISIE a souligné le besoin de structures nationales et régionales claires pour la mise en application des recommandations du GTI-RPG.

Le Secrétariat a présenté un aperçu sur les orientations requises par la Commission sur les RPGAA, concernant: les progrès accomplis dans la mise en œuvre, le mécanisme de facilitation du PAM et le suivi de sa mise en œuvre; les réseaux internationaux pour la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques; le Code de Conduite International sur la Collecte et le Transfert des Matériels Phytogénétiques; le renforcement des systèmes semenciers et de sélection des plantes; et le Fonds Fiduciaire pour la Diversité des Cultures (CRGAA-10/04/05).

L'UE a fait part de ses réserves concernant les décalages régionaux dans la mise en œuvre du PAM, et ont appuyé le partage des tâches régionales et internationales, y compris la collaboration avec les banques de gène. Il a également apporté son appui à l'élaboration des études de cas sur les réseaux phytogénétiques internationaux, et a souligné qu'une mise en œuvre efficace de l'Accord Intérimaire sur le Transfert des Matériels (ATM) faciliterait la conclusion d'accords entre l'Organe Directeur et les CIRA.

Second Etat du Rapport Mondial: La FEDERATION DE RUSSIE a noté le besoin de reconnaître la faisabilité du calendrier établi pour 2006. La CHINE et la REPUBLIQUE EQUATORIALE ont souligné l'absence de capacités dans nombre de pays en développement, à apporter une contribution au second Etat du Rapport Mondial. L'UE, les ETATS-UNIS et l'Australie ont suggéré de proroger le délai imparti à l'achèvement du rapport, à 2008. L'UE a accordé une priorité aux études thématiques sur la mise en œuvre du TIRPG. Les ETATS-UNIS ont souhaité voir une priorité être accordée à la révision des rapports des pays et du travail sur l'ATM standard. S'agissant des études thématiques, l'Australie a mis en garde contre l'imposition de lourds fardeaux dans le domaine de l'élaboration des rapports et contre la duplication avec le travail effectué par d'autres organisations. L'ANGOLA a fait part de ses réserves quant à la diminution du soutien accordé à la recherche agricole et quant au déclin des capacités d'utiliser les ressources génétiques pour la sécurité alimentaire dans les pays pauvres, et ont accordé une priorité aux études thématiques consacrées à ce problème.

Suivi de la Mise en application du PAM: L'UE, le CANADA, la NORVEGE et l'Australie ont apporté leur appui à la nouvelle approche en matière de suivi, proposée à la CRGAA-9 et au GTI-RPG. L'UE et la NORVEGE ont fait part de leurs réserves quant à l'accroissement des décalages régionaux dans la mise en application du PAM, la NORVEGE a souligné l'inadéquation des efforts visant à restaurer le matériel génétique perdu au cours des catastrophes. L'Australie a souligné la nécessité de mettre en place une approche efficace pour le suivi sur le terrain. L'UE a plaidé pour une liste nouvelle et réduite des indicateurs proposés, et a suggéré l'application de la nouvelle approche, à tous les pays.

Mécanisme de Facilitation: L'UE a soutenu le cadre proposé pour le mécanisme de facilitation du PAM, mais a mis en garde contre d'éventuels chevauchements avec d'autres institutions disponibles. Les ETATS-UNIS ont suggéré que l'objectif du mécanisme soit de faciliter la mise en application du PAM à travers des mesures de techniques et financières. L'Australie a fait part de ses réserves concernant le point de savoir si le mécanisme proposé était différent des autres mécanismes de financement inter-

nationaux, en réponse à quoi, le Secrétariat a clarifié qu'il n'est pas un mécanisme de financement. Le Secrétariat a ajouté que le mécanisme traitera de tous les domaines prioritaires du PAM, et que la Commission devrait classer ses activités par priorité, et a noté que l'Instance Mondiale sur la Recherche Agricole a fait part de son intérêt à être partenaire. S'agissant des activités opérationnelles, les ETATS-UNIS ont souligné qu'aider les parties prenantes à élaborer des propositions de projets et de paquets, risque de s'avérer difficile. La NORVEGE a noté que le mécanisme pourrait jouer un rôle catalytique dans la création d'un lieu de réunion pour les donateurs et les pays nécessitant une aide pour la mise en application du PAM. Les ETATS-UNIS ont fait part de leurs réserves concernant les fonds extrabudgétaires requis. Le BRESIL a parlé de ses capacités nationales dans le domaine des banques de gènes, capacités pouvant être partagées avec d'autres pays en développement.

Réseaux Internationaux: Le Secrétariat a introduit le rapport concernant les réseaux internationaux pour la conservation et l'utilisation durable des collections *ex situ*, y compris celles tenues sous l'égide de la FAO (CRGAA-10/04/5 et 6). Le CANADA a recommandé de poursuivre l'approche "rétrécie" appliquée actuellement dans les MTA utilisés dans les CIRA. Le groupe ETC a fait part de son insatisfaction du fait que le Comité de l'IIRPG sur les Politiques applicables aux Ressources Génétiques n'ait pas permis aux ONG et aux organisations d'agriculteurs d'assister à la réunion tenue récemment sur la contamination génétique des collections *ex situ*. Le représentant de l'IIRPG a fait part de ses regrets quant à l'absence d'une telle participation et a noté que le projet de texte des directives élaborées par la réunion, est disponible pour commentaires.

Code de Conduite International sur la Collecte et le Transfert des Matériels Phytogénétiques: Apportant son appui à la recommandation émise par le GTI-RPG, l'UE, le CANADA et les ETATS-UNIS ont noté que la mise à jour du Code n'est pas appropriée à ce stade.

Systèmes Semenciers et Sélection des Plantes: Le CANADA et les Etats-Unis ont suggéré d'élaborer une analyse des lacunes pour éviter la duplication des travaux avec d'autres organisations. L'UE a accordé une faible priorité à ce point de l'ordre du jour. L'ANGOLA a souligné la haute priorité devant être accordée au renforcement de la sélection des plantes dans les pays en développement.

Fonds Fiduciaire Mondial pour la Diversité des Cultures: L'ambassadeur Fernando Gerbasi, Président du Groupe d'Experts Eminents du Fonds Fiduciaire, a indiqué que 17 stratégies de financement régionales et sous-régionales ont été élaborées et qu'elles seront mise en œuvre fin 2004-2005. D'autres débats ont été reportés à la prochaine réunion du Comité Intérimaire.

DANS LES COULOIRS

Inspirés par la célébration du vingtième anniversaire de la Commission et encouragés par l'entrée en vigueur du Traité International, les délégués à la CRGAA-10 se sont attaqués aux questions ayant trait aux ressources phytogénétiques par des mesures à la fois rapides et faciles. Même que certains ont trouvé le rythme des discussions, "écrasant."

Plus inquiétant encore, selon d'autres participants, le faible niveau de participation des pays en développement dans les débats, en particulier, compte tenu du fait que de nombreuses questions d'importance pour eux, telles que le renforcement des systèmes semenciers et du renforcement de la sélection des plantes, la promotion des cultures sous-utilisées pour la sécurité alimentaire et la mise à jour du Code de Conduite sur les Matériels Génétiques figurant à l'ordre du jour. Un participant a imputé cela au manque de temps pour la préparation et la coordination régionale. Un autre a mis cela sur le compte de l'intérêt dominant de certains pays industrialisés bien préparés à accorder une priorité à la mise en œuvre du Traité International.

La longue liste des tâches tributaires des ressources extrabudgétaires a constitué un autre sujet d'inquiétude, et plusieurs participants ont désespérément cherché des idées innovantes pour attirer le financement, à travers de nouveaux engagements de la part des donateurs ou à travers des partenariats entre le secteur public et le secteur privé.